

MARCHÉ DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

PROCEDURE

Accord-cadre à bons de commande (article L.2125-1 du code la commande publique),
mono-attributaire, passé selon la procédure adaptée en application des articles L2120-1, L2123-1 et R
2123-1 à 7 du code de la commande publique.

Maître de l'ouvrage
Etat – Ministère des Armées

Conducteur d'opération
Service d'infrastructure de la Défense

OBJET DU MARCHÉ

**VENTISERI (2B) - BA126 - Réalisation de travaux d'entretien du poste
d'amarrage des pétroliers**

NUMERO DE PROJET

ESID : 25-040
N° DAF : DAF_2024_001687

SOMMAIRE

1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE ET INTERVENANTS.....	8
1.1	Définition des prestations	8
1.2	Désignation des intervenants	8
1.2.1	Délégation des attributions de RPA.....	8
1.2.2	Maîtrise d'œuvre	8
1.2.3	Autres intervenants.....	9
2	CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	9
2.1	Forme de l'accord-cadre.....	9
2.2	Allotissement	9
2.3	Tranche(s)	9
2.4	Phase(s)	9
2.5	Prestations similaires.....	10
2.6	Clause d'exclusivité – Limites de prestations	10
2.7	Reconduction.....	10
2.8	Durée de l'accord-cadre et délais d'exécution des travaux.....	10
3	CONFIDENTIALITE – PRESTATIONS INTERESSANT LES ARMEES – MESURES DE SECURITE.....	10
3.1	Conservation des documents remis par le RPA.....	11
3.2	Dispositions particulières de contrôle et d'accès.....	11
3.2.1	Protection du secret de la défense nationale	11
3.2.2	Contrôle de sécurité des personnes physiques, autorisations administratives.....	11
3.2.3	Contrôle des accès	11
3.2.4	Contrôle nominatif.....	11
3.3	Identification des salariés employés sur le chantier – port d'un badge.....	11
4	MODALITES DE DEFINITION DES BESOINS.....	12
5	FORME ET NOTIFICATION DES COMMANDES, DOCUMENTS ET INFORMATIONS	13
5.1	Communication des titulaires	13
5.1.1	Forme et teneur des projets de commandes.....	13
5.1.2	Réserves de la part d'un titulaire	13
5.2	Communication au titulaire	13
5.2.1	Ordres de service	13
5.2.2	Forme et notification des commandes.....	14
6	CONDITIONS DE RECOURS A LA SOUS-TRAITANCE.....	15
6.1	Désignation des sous-traitants	15
6.2	Demande de paiement du sous-traitant	16

7	PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	17
7.1	Pièces particulières	17
7.2	Pièces générales	17
8	PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	17
8.1	Caractéristiques des prix	17
8.2	Contenu des prix.....	18
8.2.1	Les prix tiennent compte des sujétions d'exécution suivantes.....	18
8.2.2	Les prix ne tiennent pas compte des sujétions d'exécution suivantes	19
8.3	Majoration en cas de travaux exécutés hors heures ouvrées (nuits).....	19
8.4	Prestations non définies dans les Bordereaux de Prix Unitaires –	19
8.4.1	Obligations particulières du titulaire.....	20
8.5	Approvisionnement.....	20
8.6	Modalités du règlement des comptes.....	20
8.6.1	Régime du règlement des comptes.....	20
8.6.2	Modalités de facturation	20
8.6.3	Modalités des règlements des bons de commande dont le délai d'exécution est supérieur ou égal à trois mois	21
8.6.4	Modalités communes à tous les bons de commande	21
8.6.5	Mise en garde du titulaire	21
8.6.6	Suivi du service fait.....	22
8.6.7	Délais de paiement.....	22
8.7	Intérêts moratoires.....	22
8.8	Variation dans les prix	22
8.8.1	Mois d'établissement des prix de l'accord cadre	22
8.8.2	Modalités de révision des prix	23
8.8.3	Choix des index de référence.....	23
8.8.4	Révision provisoire	23
8.8.5	Application de la taxe à la valeur ajoutée (TVA)	23
8.9	Modalités de paiement en cas de groupement	23
9	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETE	24
9.1	Retenue de garantie	24
9.2	Avance.....	24
10	DELAIS D'EXECUTION	24
10.1	Délai de communication des projets de commandes.....	24
10.2	Délai de communication des commandes.....	24
10.3	Délai d'exécution des bons de commande.....	25
10.3.1	Détermination du délai.....	25
10.3.2	Date de départ du délai	25
10.4	Calendriers	25

10.4.1	Calendrier prévisionnel d'exécution.....	25
10.4.2	Calendrier détaillé d'exécution	25
10.5	Prolongation du délai d'exécution.....	25
10.6	Sursis du délai d'exécution des bons de commande	26
11	PENALITES	26
11.1	Pénalités pour retard	26
11.1.1	Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux.....	26
11.1.2	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	26
11.1.3	Délais et retenues de retard pour documents à remettre.....	27
11.2	Pénalités diverses.....	27
11.2.1	Pénalités pour absence aux réunions de chantier	27
11.2.2	Pénalités relatives au non port du badge professionnel	28
11.2.3	Pénalité pour sous-traitance non déclarée	28
11.2.4	Inobservation de la réglementation relative à la lutte contre le travail dissimulé	28
12	PROVENANCE, QUALITE, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DE MATERIAUX ET PRODUITS	30
12.1	Provenance des matériaux et produits	30
12.1.1	Interdiction de l'amiante.....	30
12.1.2	Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt	30
12.2	Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	30
12.2.1	Compléments et dérogations.....	30
12.2.2	Vérification ou surveillance en usine, magasin	30
12.2.3	Echantillons	30
12.2.4	Agréments - Essais – Analyses	31
13	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	31
13.1	Effectifs et moyens humains.....	31
13.1.1	Encadrement du personnel	31
13.1.2	Tenue et comportement des personnels	31
13.2	Moyens matériels.....	32
14	PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	32
14.1	Horaires de travail et règlement intérieur.	32
14.2	Implantation des ouvrages	32
14.2.1	Piquetage général.....	32
14.2.2	Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	32
14.3	Période de préparation	32
14.4	Plans d'exécution – Notes de calculs – Etudes de détail.....	33
14.5	Facilités accordées au titulaire pour le(s) chantier(s).....	33

14.5.1	Installations de chantier	33
14.5.2	Fluides et énergie	33
14.6	Locaux occupés pendant les travaux	33
14.7	Installations réalisées par le titulaire ou le mandataire du groupement d'entreprises	33
14.7.1	Remise en état des lieux	33
14.7.2	Déblais, stockage et enlèvement des gravats et déchets	34
14.7.3	Signalisation des chantiers	34
14.8	Utilisation des voiries et police d'accès au chantier	34
14.9	Emploi d'explosifs	34
14.10	Mesures d'ordre social – Travail dissimulé - Application de la réglementation du travail .	34
14.10.1	Inspection du travail.....	35
14.11	Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité.....	35
14.11.1	Locaux pour le personnel	35
14.11.2	Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (SPS).....	35
14.12	Mesures de sécurité contre l'incendie	36
14.12.1	Travaux par points chauds - permis de feu.	36
14.12.2	Protection contre l'incendie.....	36
14.13	Accidents du travail.....	36
15	CONTRÔLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX.....	36
15.1	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	36
15.2	Réception.....	36
15.2.1	Réception des travaux objets des bons de commande.....	37
15.2.2	Réception de l'accord-cadre	37
15.3	Documents fournis après exécution	37
16	RESPONSABILITES ET ASSURANCE	37
16.1	Garanties contractuelles	37
16.1.1	Délais de garantie.....	37
16.1.2	Garanties particulières de matériaux de type nouveau	38
16.1.3	Appel en garantie.....	38
16.1.4	Défaut à caractère systématique	38
16.2	Assurance	38
16.2.1	Assurance de responsabilité civile pendant et après travaux	38
16.2.2	Assurance de garantie	39
16.2.3	Dispositions diverses	39
16.2.4	Sinistres	39
17	MISE EN DEMEURE	39
18	RESILIATION	40

18.1	Résiliation pour manquement aux obligations légales	40
18.2	Autres cas de résiliation	40
18.2.1	Effets de la résiliation.....	40
18.2.2	Dispositions particulières relatives à la défaillance du mandataire d'un groupement conjoint	40
19	MODIFICATIONS DE L'ACCORD-CADRE.....	41
20	REGLEMENT DES LITIGES	41
20.1	Législation applicable en cas de titulaire étranger	41
20.2	Instance chargée des procédures de recours	41
21	DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	42
21.1	Dérogations au CCAG/Travaux.....	42
21.2	Dérogations au CCTG et CPC travaux publics	42
21.3	Dérogations aux normes françaises	42

ANNEXE

Annexe 1 : Modèle de formulaire de demande de contrôle primaire

Annexe 2 : Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense

Annexe 3 : Guide SUBCLIC (agrément sous-traitant)

PREAMBULE – LEXIQUE

Dans le présent document :

CCAG : Cahier des Clauses Administratives Générales

CCAP : Cahier des Clauses Administratives Particulières

ESID Lyon : Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Lyon

RPA : Représentant du Pouvoir Adjudicateur

USID : Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense

1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE ET INTERVENANTS

1.1 DEFINITION DES PRESTATIONS

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande (AC-BC) pour la réalisation de travaux d'entretien du poste d'amarrage des pétroliers sur la BA126.

Le présent accord-cadre est un marché mono-attributaire.

Le site d'exécution concerné par le présent marché est le poste d'amarrage de la Base aérienne 126 de Ventiseri-Solenzara.

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent l'exécution des travaux d'entretien du poste d'amarrage sur la BA126.

1.2 DESIGNATION DES INTERVENANTS

1.2.1 DELEGATION DES ATTRIBUTIONS DE RPA

La signature des bons de commande et des décisions de réception est déléguée au chef de l'USID de Corse.

Tâche	Délégation
Signature des ordres de service	Le maître d'œuvre désigné à l'acte d'engagement
Conduite et contrôle de l'exécution des travaux	Le maître d'œuvre désigné à l'acte d'engagement
Signature d'avenant	Le RPA
Délivrance au titulaire des pièces définies à l'article 4.2 du CCAG/Travaux	Le RPA

1.2.2 MAITRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre est assurée par l'USID de Corse représentée par les personnes mentionnées en page de garde de l'acte d'engagement. Elle est chargée d'une mission sur projet (sans études d'exécution) comprenant la direction de l'exécution du contrat des travaux, l'assistance pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Les études d'exécution ainsi que les dossiers des ouvrages exécutés (D.O.E.) sont à la charge du titulaire.

Conformément à l'article 28.5 du CCAG/Travaux, le maître d'œuvre tiendra un registre de chantier.

L'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre, concernant le déroulement du chantier, sera répertorié historiquement par le maître d'œuvre dans ce registre de chantier signé contradictoirement par lui, et le titulaire ou chacun des membres, en cas de groupement.

Ce registre est tenu à la disposition de l'acheteur comme de tous les intervenants autorisés.

1.2.3 AUTRES INTERVENANTS

1.2.3.1 CONTROLEUR TECHNIQUE

Sans objet

1.2.3.2 COORDINATION SECURITE – PROTECTION DE LA SANTE (CSPS)

Sans objet

1.2.3.3 ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION

La mission Ordonnancement, Pilotage et Coordination est assurée par la maîtrise d'œuvre représentée par l'USID de Corse.

1.2.3.4 REPRESENTATION DES PARTIES

En complément des articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG/Travaux, la personne physique habilitée à représenter le titulaire est celle désignée comme interlocuteur unique dans l'acte d'engagement. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître de l'ouvrage en cours d'exécution. En cas de changement d'interlocuteur unique le titulaire doit le signifier par lettre recommandée, celui-ci doit au minimum avoir les qualités de la personne désignée au mémoire technique.

2 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

2.1 FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire, à bons de commande, sans minimum et avec un montant maximum de deux-cent mille euro hors taxes (200 000,00 € HT) par période de validité, passé en application des articles R.2162-1 à -6 et R.2162-13 à -14 du décret 2018-1075 relatif au code de la commande publique. L'exécution des prestations est subordonnée à l'émission préalable d'un bon de commande par le RPA.

Les commandes sont émises au fur et à mesure de ses besoins sur la base des prix établis conformément aux stipulations de l'article 8 du présent document.

Les informations relatives aux modalités d'émission et d'exécution des bons de commande figurent à l'article 5.2.2 du présent CCAP.

2.2 ALLOTISSEMENT

Sans objet.

2.3 TRANCHE(S)

Le présent accord-cadre ne comporte pas de tranche.

2.4 PHASE(S)

Le présent accord-cadre ne comporte pas de phase.

2.5 PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire de l'accord-cadre à bons de commande, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux accords-cadres à bons de commande peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent accord-cadre à bons de commande.

2.6 CLAUSE D'EXCLUSIVITE – LIMITES DE PRESTATIONS

Le titulaire du marché dispose, par principe, de l'exclusivité pour l'exécution des prestations. Toute commande qui ne peut être réalisée par le titulaire après réalisation de la totalité des étapes prévues à l'article 5 du CCAP « modalités d'émission des bons de commande » est exclue de l'objet du présent accord-cadre.

Toutefois, le maître d'ouvrage disposant de régies qui ont pour mission d'assurer le soutien des installations de la Base de Défense de Ventiseri-Solenzara, celui-ci pourra être amené à recourir à celles-ci pour réaliser certains travaux entrant dans le cadre de l'objet du présent marché.

Le titulaire ne pourra alors réclamer aucune indemnité de quelque nature que ce soit.

2.7 DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET RECONDUCTION

La durée initiale de l'accord-cadre est de douze (12) mois à compter du lendemain de sa date de notification.

L'accord-cadre est reconductible tacitement 3 fois, à la date anniversaire de sa notification, pour une durée de douze mois, sauf en cas de décision expresse de non reconduction prise par l'acheteur et notifiée au titulaire au plus tard deux (2) mois avant l'échéance de la période de validité en cours.

La durée totale de l'accord-cadre ne pourra excéder quatre (4) ans soit quarante-huit (48) mois.

Conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du décret précité, le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction de l'accord-cadre. En cas de non reconduction, il n'a droit à aucune indemnité.

L'émission des bons de commandes ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Les bons de commande peuvent être émis au fur et à mesure de la survenance du besoin jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre à bons de commande sans que leur durée d'exécution ne puisse dépasser un délai de six (6) mois après la date d'expiration dudit accord-cadre à bons de commande.

2.8 DELAIS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Les délais d'exécution des travaux objets de chaque bon de commande sont définis à l'article 10.3 du présent CCAP.

3 CONFIDENTIALITE – PRESTATIONS INTERESSANT LES ARMEES – MESURES DE SECURITE

Les prescriptions faisant l'objet du présent CCAP intéressent les armées ; le Titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5.3 du CCAG/Travaux.

3.1 CONSERVATION DES DOCUMENTS REMIS PAR LE RPA

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, schémas ou documents divers qui lui seront remis par le RPA en vue de l'exécution du présent marché.

3.2 DISPOSITIONS PARTICULIERES DE CONTROLE ET D'ACCES

3.2.1 PROTECTION DU SECRET DE LA DEFENSE NATIONALE

Sans objet

3.2.2 CONTROLE DE SECURITE DES PERSONNES PHYSIQUES, AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

Préalablement au début d'exécution des prestations du contrat, les personnes physiques devant effectivement exécuter les prestations du présent contrat font l'objet d'une enquête administrative de sécurité.

Le titulaire transmet pendant la phase de démarrage du marché les fiches de contrôle primaire (modèle en annexe 1 du présent CCAP) pour l'ensemble des personnels amenés à intervenir pendant la durée du marché, y compris pour les personnels de ses sous-traitants.

3.2.3 CONTROLE DES ACCES

Le titulaire se conforme strictement aux règles de contrôle d'accès définies lors de la transmission de la précommande.

Tous les personnels doivent être munis d'un laissez-passer remis par le maître d'ouvrage durant la phase de démarrage, comportant une photographie et les renseignements sur la carte d'identité ou le titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel peuvent être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer sont à restituer dès la fin des prestations.

3.2.4 CONTROLE NOMINATIF

Une liste nominative des personnels participant au marché est établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par l'Administration. Cette liste comporte pour chaque personnel les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci le maître d'œuvre exige à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, est exclu des intervenants.

Le titulaire doit certifier que tous les personnels qu'il emploie dans le cadre de ce marché sont en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Le titulaire doit s'engager à tenir à jour cette liste nominative.

LE TITULAIRE EST INFORMÉ QUE LES CONTRAINTES D'ACCÈS PEUVENT ETRE RENFORCÉES EN COURS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ SUR DÉCISION DES UTILISATEURS.

3.3 IDENTIFICATION DES SALARIES EMPLOYES SUR LE CHANTIER – PORT D'UN BADGE

L'ensemble des salariés présent sur le chantier (entreprise(s) titulaire(s) et sous-traitants) a l'obligation de porter de manière apparente sa carte d'identité professionnelle sécurisée comportant les éléments suivants :

- Photo

- Nom de la personne
- Employeur réel (celui versant la rémunération)
- Qualité de salarié ou de travailleur indépendant

Le représentant du maître d'ouvrage peut effectuer des contrôles ayant pour objet la vérification du port effectif du badge et la validité de celui-ci. En cas de manquement à l'obligation du port du badge ou de constatation d'un badge non valide les sanctions prévues à l'article 11.2.2 ci-dessous sont mises en œuvre.

Tout manquement doit être inscrit dans le registre journal du chantier et la constatation de badges non validés est signalé aux services de l'inspection du travail compétents par compte-rendu immédiat.

4 MODALITES DE DEFINITION DES BESOINS

Le besoin à satisfaire est défini dans une précommande établie par le maître d'œuvre ou son représentant sous forme de croquis simplifié et/ou de descriptifs succincts des travaux à réaliser.

Les plans de l'existant seront fournis par le maître d'œuvre ou son représentant s'ils sont en sa possession, ou réalisés par le titulaire dans le cas contraire si le maître d'œuvre en fait la demande.

Cette demande de projet de commande est transmise au titulaire, sous toute forme permettant de pouvoir en dater l'origine (demande écrite spécifique, compte rendu de réunion, mail, fax...). **A cette fin, le titulaire s'engage à consulter quotidiennement (hors week-end et jours fériés) la ou les adresses mail définies en phase préparatoire.**

Cette demande spécifie la nature et l'étendue des ouvrages à réaliser et le mode de règlement par référence à l'article 8 du présent CCAP. Il sera précisé dans la demande :

- La date de commencement souhaitée des travaux, fixée dans le respect de délais de prévenance conformément à l'article 10.2 du présent CCAP ;
- La date limite d'achèvement ou le délai d'exécution impératif, si nécessaire ;
- Les ouvrages ou parties d'ouvrages susceptibles de donner lieu à garanties particulières et l'étendue de celles-ci ;
- Le caractère nécessaire ou non d'une visite spécifique préalable de prévention d'hygiène et de sécurité.

Pour l'établissement du projet de commande, le ou les entrepreneur(s) concerné(s) par les travaux et le maître d'œuvre se rendent, si nécessaire, sur les lieux des travaux à exécuter.

Le maître d'œuvre, ou son représentant, indique également les documents qui doivent accompagner la réception du chantier notamment les notes de calcul des différents ouvrages ; les plans cotés de tous les réseaux extérieurs et intérieurs avec leurs caractéristiques techniques ; les plans de réseaux de courants forts ; les plans de réseaux de courants faibles (alarmes, télévision, téléphone, sonorisation) ; les notices, ainsi que les fiches techniques (définition, typologie, caractéristiques des appareils, fiche de maintenance, feuille de paramétrage et mise en service pour les matériels et matériaux utilisés) ; les procès-verbaux, certifications des équipements mis en place.

5 FORME ET NOTIFICATION DES COMMANDES, DOCUMENTS ET INFORMATIONS

5.1 COMMUNICATION DES TITULAIRES

Toute communication à l'acheteur, au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre doit être adressée soit par courrier en lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR) soit directement à un représentant dûment qualifié contre récépissé.

Cependant, le représentant du pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre peut demander aux titulaires la transmission des documents par voie électronique en lieu et place de la remise spécifiée ci-dessus sans que les titulaires puissent réclamer une indemnité.

5.1.1 FORME ET TENEUR DES PROJETS DE COMMANDES

Dans le délai précisé à l'article 10.1 du présent CCAP, le titulaire fournit un projet de commande (détail de la commande) comprenant :

- L'évaluation H.T. en prix de base des travaux, établi conformément aux stipulations de l'article 8.2 ci-après, le montant de la T.V.A. et le montant TTC ;
- Le délai d'exécution sur lequel le Titulaire s'engage et la date pour le début des travaux, assortis du nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, le cas échéant ;
- Les ouvrages ou parties d'ouvrages pour lequel Le titulaire s'engage à assurer des garanties particulières, et l'étendue de celles-ci ;
- Les éventuelles demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement par acte spécial ;

Le défaut ou retard de réponse du titulaire à la demande de fourniture d'un projet de commande entraîne une pénalité définie à l'article 11.1.3.1 du CCAP. Cette pénalité est constatée par OS en notifiant le montant et les modalités de calcul.

5.1.2 RESERVES DE LA PART D'UN TITULAIRE

Les stipulations du CCAG/Travaux sont seules applicables.

5.2 COMMUNICATION AU TITULAIRE

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG/Travaux, et sauf autres stipulations particulières au marché, la notification des documents ou informations faisant courir un délai est réalisée par le maître d'œuvre. Conformément à l'article 3.3 du CCAG/Travaux, le représentant de l'acheteur apte à prendre les décisions nécessaires est le directeur de l'Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Lyon, le cas échéant son délégué dûment désigné.

5.2.1 ORDRES DE SERVICE

Il est fait application des dispositions de l'article 3.8 du CCAG/Travaux.

Les OS peuvent être notifiés par courrier postal en recommandé avec accusé réception, par courrier électronique ou par télécopie.

Notifications transmises par courrier électronique : La transmission du courrier électronique constitue un moyen permettant de donner une date certaine à l'accusé réception que doit retourner par courrier électronique le titulaire. Le représentant du PA, le maître d'œuvre et le titulaire devront confirmer la ou les adresses électroniques vers lesquelles devront être adressés les courriers électroniques. Le

titulaire s'engage à consulter quotidiennement (hors week-end et jours fériés) la ou les adresses précédemment mentionnées.

Notifications transmises par télécopie : en cas de défaillance du courrier électronique, les notifications pourront être transmises par télécopie. La transmission de la télécopie constitue un moyen permettant de donner une date certaine à l'accusé réception que doit retourner par le même moyen le titulaire. Le représentant du PA, le maître d'œuvre et le titulaire devront confirmer les numéros de fax vers lesquelles devront être adressés les télécopies.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG/Travaux, si le titulaire estime que les prescriptions de l'ordre de service appellent des réserves de sa part, il les notifie au Maître de l'Ouvrage.

5.2.2 FORME ET NOTIFICATION DES COMMANDES

Chaque prestation fait l'objet d'un bon de commande adressé en recommandé avec accusé de réception. La transmission électronique du bon de commande est autorisée, cet envoi fait l'objet d'un accusé de réception. **A cette fin, le titulaire s'engage à consulter quotidiennement (hors week-end et jours fériés) la ou les adresses précédemment définies.**

La date de réception du bon de commande vaut date de notification.

Le détail de la commande est établi à partir du bordereau des prix unitaires du titulaire du marché sollicité pour la commande.

Le bon de commande précise :

- L'intitulé et le lieu d'exécution de l'opération dans laquelle s'insère la commande ;
- L'objet et la description sommaire des travaux ;
- Les documents qui doivent accompagner la réception du chantier ;
- L'identité du représentant du maître d'œuvre ;
- La période de préparation éventuelle et la durée des travaux. Les durées d'exécution pourront être négociées entre Le titulaire et le maître d'œuvre
- L'organisme chargé de l'inspection du travail si ce dernier est différent de celui mentionné à l'article 14.10.1 du présent CCAP,
- La date de l'inspection préalable éventuelle, la date de début et le délai d'exécution des travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles (par défaut 0 jour d'intempéries réputées prévisibles) ;
- Les ouvrages ou parties d'ouvrages donnant lieu à garanties particulières et l'étendue de celles-ci ;
- Le mode de règlement de la commande ;
- Les montants des travaux H.T. et T.T.C. en prix de base révisé, des prestations sous-traitées, tels qu'ils ressortent du devis estimatif accepté ou rectifié ;
- Eventuellement les actes spéciaux désignant les sous-traitants et agréant les conditions de paiement acceptés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

6 CONDITIONS DE RECOURS A LA SOUS-TRAITANCE

Les dispositions applicables sont celles de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, des articles L.2193-1 à -14 et R.2193-1 à -13 du code de la commande publique et de l'article 3.6 du CCAG/Travaux.

Le sous-traitant, direct ou non, doit être accepté et ses conditions de paiement agréées par écrit par le maître de l'ouvrage. De plus, dans le cas où les travaux rendent obligatoires l'intervention d'un coordinateur SPS, le sous-traitant doit transmettre un plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande reconnaît être parfaitement informé qu'il n'est pas autorisé à sous-traiter une quelconque prestation objet de l'accord-cadre à bons de commande avant que notification lui soit faite par le RPA.

Les délais d'agrément d'un sous-traitant par le maître d'ouvrage ne sauraient remettre en cause l'obligation de respecter les délais de réalisation des travaux.

Tout sous-traitant occulte constaté par le RPA donne lieu à une mise en demeure du titulaire de régulariser la situation. Si cette mise en demeure reste infructueuse, l'acheteur peut notifier sa décision de résilier l'accord-cadre à bons de commande pour faute aux frais et risques de le titulaire principale titulaire de l'accord-cadre à bons de commande.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait qu'en cas de sous-traitance, il demeure tout de même personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre. Par conséquent, toutes les sanctions prévues au présent accord-cadre à bons de commande lui sont applicables.

6.1 DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC <https://subclitic.com/>. Pour répondre à cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article 2.6 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du contrat.

Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est annexé au présent CCAP.

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire doit fournir au maître d'œuvre désigné au marché :

- La déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle joint au règlement de consultation). Ce formulaire sera dûment rempli et signé par le titulaire (le cas-échéant par le cotraitant) ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations sera présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation) ;
- Un extrait Kbis ;
- Une copie des contrats d'assurance responsabilité civile et, pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L.243-1-1 du code des assurances, responsabilité décennale ;
- Les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant :
 - ☐ Qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites www.qualibat.com et/ou www.qualifelec.fr) ou équivalent ;
 - ☐ Ou liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

6.2 DEMANDE DE PAIEMENT DU SOUS-TRAITANT

Le sous-traitant dûment agréé bénéficie du paiement direct dans les conditions fixées par l'article R-2193-10 du code de la commande publique (*i.e.* le montant sous-traité est supérieur à 10% du montant total).

En l'absence de paiement direct, les dispositions de l'article 14 de la loi n°1975-1334 du 30 décembre 1975 relative à la sous-traitance s'appliquent. Le titulaire doit alors fournir une caution personnelle et solidaire garantissant le montant sous-traité. La caution personnelle et solidaire peut être remplacée par une délégation de paiement.

Pour les sous-traitants payés directement, le titulaire fait parvenir au RPA les factures, établies par les sous-traitants, revêtues de son acceptation. Les factures établies par les sous-traitants comprendront les informations décrites à l'article 8.6.2 du présent CCAP.

Dans le cas où plusieurs sous-traitants seraient impliqués dans une même facture, le titulaire doit faire parvenir l'ensemble des factures relatives à ses sous-traitants dans un même envoi.

Il est précisé que le montant total des mandatement effectués au profit d'un sous-traitant ne peut excéder le montant maximum à sous-traiter.

Si le titulaire désire, durant l'exécution du marché, modifier le montant des prestations sous-traitées, il doit en faire préalablement la demande au RPA par acte spécial modificatif.

7 PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/Travaux, les pièces contractuelles du marché sont par ordre de priorité décroissante :

7.1 PIECES PARTICULIERES

- L'Acte d'Engagement (AE) ;
- Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Les bons de commande et leurs annexes éventuelles émis au titre du marché ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance. Le montant de ces actes spéciaux ne modifiera pas les documents de prix et les montants éventuellement sous-traités ne pourront être supérieurs aux prix correspondants mentionnés dans les documents de prix ;
- Le mémoire technique et achat responsable (MTAR), rendu contractuel, le cas échéant, en tout ou partie, au titre d'une mise au point du marché public ;

Les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître de l'ouvrage font seuls foi en cas de litiges. En cas de contradiction entre la pièce principale et son annexe, la pièce principale prévaut. En cas de contradiction entre deux annexes, l'annexe dont le numéro est le moins élevé prévaut.

7.2 PIECES GENERALES

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de travaux (CCAG/Travaux) (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux - NOR : ECOM2106871A dernière version en vigueur).
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés des travaux ;
- Le Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre chargé de l'économie et des finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire ;

8 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

8.1 CARACTERISTIQUES DES PRIX

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet de l'accord-cadre à bons de commande sont réglés par application des prix unitaires proposés par l'opérateur économique (cf. le bordereau des prix unitaires), aux quantités d'ouvrage effectivement réalisées et dûment constatées par le maître de l'ouvrage dans les conditions prévues aux articles 12 à 16 du CCAG/Travaux.

Le BPU s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, ou rattachés à ceux-ci par les documents de la consultation.

Les prix indiqués dans l'accord-cadre à bons de commande sont unitaires, par application du BPU, hors TVA et sont établis en tenant compte des stipulations du CCAG applicables aux Marchés Publics de Travaux, complétées par ce qui suit :

- Le titulaire doit considérer comme normalement prévisibles, les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués par les stations météorologiques les plus proches du chantier au cours des cinq dernières années ;
- Le titulaire doit tenir compte des sujétions susceptibles d'être entraînées par l'exécution ou la démolition simultanée ou différée de certains ouvrages, ou de sujétions des travaux exécutés par les compagnies concessionnaires ou Services Publics, ainsi que tous les autres intervenants éventuels, et des contraintes éventuelles en résultant, pour les accès au chantier.

8.2 CONTENU DES PRIX

Les prix du présent accord-cadre à bons de commande sont hors TVA, et leur contenu est conforme à l'article 9.1 du CCAG/Travaux. En complément de cet article, les prix du présent accord-cadre à bons de commande sont également réputés tenir compte des dépenses de fonctionnement de chantier.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. Il ne peut donc s'en prévaloir en vue d'obtenir la facturation de travaux supplémentaires lorsqu'aucune modification n'est opérée par le maître d'œuvre.

Les prix sont réputés comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre à bons de commande, la marge du titulaire pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de certaines prestations.

L'ensemble des prix s'entend « fourniture et pose ».

8.2.1 LES PRIX TIENNENT COMPTE DES SUJETIONS D'EXECUTION SUIVANTES

Les prix de l'accord cadre sont établis en tenant compte notamment :

- Des sujétions liées à l'exécution des travaux en milieu occupé ou découlant du maintien de l'activité des services dans les locaux où sont effectués les travaux ;
- Des consignes particulières des établissements, précisées lors de la précommande, en particulier : des règles de circulation, des restrictions éventuelles d'accès, des horaires de travail ;
- Des sujétions que sont susceptibles d'entraîner les mouvements du personnel et du matériel de l'établissement à travers les installations de chantier ;
- Des sujétions découlant de la nécessité de protéger les sols, le mobilier et les installations environnantes conservées et leurs équipements, ainsi que les ouvrages neufs jusqu'à la réception ;
- Des dépenses d'entretien permettant le nettoyage quotidien, ainsi que le nettoyage final de la zone d'exécution ;
- Des dépenses liées au coltinage, transport et droit de décharge, suite aux travaux de dépose ou démolition ;
- Des dépenses liées aux mesures de sécurités particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les travaux (objet du présent accord cadre) et les activités des organismes utilisateurs du ministère de la défense ;
- Des dépenses de réparation et de remise en état des installations et équipements existants éventuellement détériorés par le titulaire ;
- Des dépenses liées à l'évacuation des emballages ou conditionnements des fournitures ;
- De l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs agents de se conformer aux consignes et règlements édictés par le chef de corps ou d'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble dans lequel les travaux sont exécutés ;
- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification de l'accord cadre jusqu'à la fin de la dernière levée des réserves ou à la fin de la garantie de parfait achèvement ;

- Des diverses servitudes inhérentes aux infrastructures existantes et conservées durant les travaux ;
- Des frais d'occupation du domaine public ou privé ou des permissions de voiries nécessitées par les travaux. Les demandes d'autorisation, les taxes, les frais inhérents à ces procédures et de remise en état sont réputés à la charge de l'entreprise ;
- Du chargement, du transport, du déchargement, de la manutention des ouvrages par tous moyens adaptés, des engins de levage nécessaires, des nacelles d'accès, de l'aménagement d'une aire de stockage ;
- Du temps passé pour la participation aux diverses réunions ;
- Des frais d'établissement et de diffusion des documents, devis, factures ou mémoires ;
- Des frais de fonctionnement et de secrétariat ;
- De la fourniture des matériaux ou matériels décrits dans chaque article ;
- De la fourniture des petits matériels non décrits explicitement dans les articles du BPU et nécessaires à la réalisation des travaux ;
- Des déplacements, quel qu'en soit le nombre pour une même affaire ;
- De toutes sujétions inhérentes à l'exécution des ouvrages ainsi que celles liées à amener à pied d'œuvre des matériaux et matériels ;
- Des primes d'assurance ;
- Des sujétions dues aux exigences techniques de divers organismes de sécurité ou des contrôleurs techniques ;
- De l'établissement et la mise à jour du dossier d'exécution ;
- Des frais d'établissement des plans d'entreprises, relatifs aux ouvrages exécutés, les frais de photocopies, clichés, reproductions et autres documents demandés au cours de l'exécution des travaux.

8.2.2 LES PRIX NE TIENNENT PAS COMPTE DES SUJETIONS D'EXECUTION SUIVANTES

Les prix de l'accord cadre établis ne tiennent pas compte notamment de :

- La découverte en cours de terrassement de maçonneries anciennes ou de canalisations inconnues ;
- La découverte en cours de fouilles de roches ou de matériaux différents de ceux que le dossier de consultation laissant prévoir et nécessitant des moyens spéciaux de terrassements, de vestiges anciens, laquelle conduirait à l'intervention des services des affaires culturelles et à une interruption de chantier ;
- La découverte de structures différentes de celles indiquées au dossier de consultation ou d'ouvrages prévus à conserver, mais dont le remplacement serait nécessaire ;
- La découverte au cours des travaux de la présence de matériaux amiantifères non répertoriés au dossier de consultation (selon DTA) et nécessitant la prise de mesures de prévention au regard des textes réglementaires. Cette découverte conduirait à l'intervention de prestataires extérieurs et à une interruption de chantier.

8.3 MAJORATION EN CAS DE TRAVAUX EXECUTES HORS HEURES OUVREES (NUITS)

Sans objet

8.4 PRESTATIONS NON DEFINIES DANS LES BORDEREAUX DE PRIX UNITAIRES –

Les prestations non définies dans les BPU peuvent être commandées. Elles doivent faire également l'objet d'un devis détaillé réalisé par le titulaire.

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG/Travaux, lorsque l'acheteur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs des prestations supplémentaires ou modificatives, ces prix peuvent faire l'objet d'un bordereau supplémentaire de prix unitaires, signé des deux parties et notifié par ordre de service.

8.4.1 OBLIGATIONS PARTICULIERES DU TITULAIRE

Dans les dix (10) jours à compter de la demande du maître d'œuvre ou Maître d'ouvrage, le titulaire doit produire tout document lui permettant de fournir des informations complémentaires sur les prix proposés (sous-détail de chacun des prix).

8.5 APPROVISIONNEMENT

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG/Travaux, il n'est pas prévu le versement d'acompte sur approvisionnements.

8.6 MODALITES DU REGLEMENT DES COMPTES

8.6.1 REGIME DU REGLEMENT DES COMPTES

Par dérogation à l'article 10.2 et à l'article 12 du CCAG/Travaux, le règlement des comptes de l'accord-cadre se fait par facturation conformément aux bons de commande émis au titre de l'accord-cadre. Le détail des factures est conforme au détail des prestations commandées par bon de commande et réellement exécutées.

8.6.2 MODALITES DE FACTURATION

Par dérogation à l'article 12.1 du CCAG/Travaux, pour les bons de commande dont le délai d'exécution est inférieur ou égal à trois mois, chaque bon de commande fera l'objet d'un paiement unique qui est effectué à l'issue de l'exécution des prestations.

Après exécution des prestations d'une commande, Le titulaire transmet la facture correspondante. Les factures détaillées porteront obligatoirement (à défaut la facture pourra être rejetée) mention de :

- ☐ **Code SE : D10711F069**
- ☐ **N° d'engagement juridique, n° marché et n° du bon de commande**
- ☐ **Nom ou raison sociale et adresse complète**
- ☐ **Numéro de SIRET ou SIREN**
- ☐ **Références bancaires (à défaut joindre un RIB ou RIP au format SEPA)**
- ☐ **Numéro et date de la facture**
- ☐ **Quantités, prix d'unités, montant HT, TVA et montant TTC**

Et sera accompagnée d'une copie du bon de commande correspondant.

En cas de sous-traitance, la facture fait apparaître en plus du montant (HT et TTC) en paiement direct au sous-traitant (avec la mention auto liquidation) et est impérativement accompagnée de l'acte de sous-traitance préalablement agréé par l'acheteur.

L'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 modifiée relative au développement de la facturation électronique, a rendu obligatoire le dépôt des factures sur le portail Chorus pro depuis le 1^{er} janvier 2017 pour les grandes entreprises, depuis le 1^{er} janvier 2018 pour les entreprises de taille intermédiaire et depuis le 1^{er} janvier 2019 pour les petites et moyennes entreprises.

Le titulaire doit adresser les factures de façon dématérialisée en utilisant le portail sécurisé Chorus Pro. Toutes les informations utiles à la mise en œuvre des procédures de paiement dématérialisé sont disponibles sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>. A défaut, les factures sont réputées non parvenues dans les services de l'Etat conformément au décret n°2016-1478 du 02 novembre 2016.

Le titulaire du marché s'engage à prévenir l'interlocuteur de l'USID de Corse et le service facturation de l'administration contractante de toute modification intervenant dans les caractéristiques de la société (changement de raison sociale, de compte bancaire, de SIRET...) au fur et à mesure qu'elles interviennent, sous peine de refus des créances par le comptable public.

Le non-respect de cette obligation entraîne systématiquement la suspension du délai global de paiement.

Le mode de règlement proposé est le virement administratif.

8.6.3 MODALITES DES REGLEMENTS DES BONS DE COMMANDE DONT LE DELAI D'EXECUTION EST SUPERIEUR OU EGAL A TROIS MOIS

Pour les bons de commande dont le délai d'exécution est supérieur à trois mois, conformément aux dispositions de l'article R.2191-22 du code de la commande publique, ceux-ci sont fractionnés en acomptes, versés trimestriellement. Le montant des acomptes est calculé au prorata des prestations réellement achevées. La demande de paiement est accompagnée d'un projet de décompte et d'une facture établie comportant les informations définies ci-dessus.

Le titulaire dispose d'un délai de trente jours comptés à partir de la date de la dernière facture remise dans le cadre du marché pour adresser à l'acheteur s'il le juge utile le mémoire prévu par l'article 12.4.3 du CCAG/Travaux.

Les projets de décomptes ainsi que la facture de liquidation sont à adresser dans les conditions évoquées à l'article 8.6.2 du présent CCAP.

Le montant des acomptes est calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur au jour du fait générateur de la taxe.

8.6.4 MODALITES COMMUNES A TOUS LES BONS DE COMMANDE

Il est précisé qu'une facture ne peut correspondre qu'aux prestations d'une seule commande.

En cas d'exécution simultanée de plusieurs commandes il y a ainsi autant de factures que de commandes.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA. Le montant des acomptes est calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur au jour du fait générateur de la taxe.

Dans le cas où le titulaire n'est pas soumis à l'obligation de dématérialisation, les factures seront impérativement adressées à :

USID DE CORSE
Travo
20240 VENTISERI

8.6.5 MISE EN GARDE DU TITULAIRE

Afin d'éviter tout rejet de facture, le titulaire est invité, avant envoi des factures pour paiement, à se rapprocher de l'USID bénéficiaire de l'accord-cadre pour accord sur les prestations, quantités ou tout autre point pouvant présenter problème.

8.6.6 SUIVI DU SERVICE FAIT

Afin que l'USID puisse certifier dans les meilleurs délais le service fait et/ou les quantités réellement mises en œuvre, le(s) titulaire(s) de l'accord-cadre envoie(nt) par courrier électronique au bénéficiaire (USID) une copie des factures qui ont été éditées et transmises conformément à l'article 8.6.2 sur les modalités de facturation.

L'adresse électronique de l'USID à utiliser est précisée au titulaire dès le début d'exécution de l'accord cadre.

8.6.7 DELAIS DE PAIEMENT

Conformément à l'article R.2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement est fixé à 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur (article R.2192-12) ou à compter de la date d'achèvement de l'exécution des prestations si la date de réception de la demande de paiement est antérieure (article R.2192-13).

8.7 INTERETS MORATOIRES

Les modalités relatives aux intérêts moratoires sont fixées aux articles L.2192-13, L.2193-14 et R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

8.8 VARIATION DANS LES PRIX

Les prix sont révisables.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

8.8.1 MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX DE L'ACCORD CADRE

Les prix du présent accord cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres qui figure en page de garde de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé M_0 « mois zéro ».

8.8.2 MODALITES DE REVISION DES PRIX

La révision des prix du bordereau des prix unitaires du marché sera effectuée annuellement aux dates anniversaires de la notification du marché, par application de la formule :

$$P = P_0 \left(0.125 + 0.875 \frac{I_{n-4}}{I_0} \right)$$

Dans laquelle :

- P_0 est le prix indiqué au bordereau des prix unitaires,
- I_0 est la valeur de l'index mentionné à l'article 8.8.3 ci-après du mois zéro (M0),
- I_{n-4} est la valeur de l'index mentionné à l'article 8.8.3 ci-après, pour le mois n de la révision moins quatre mois.

Le titulaire transmet à la personne publique le projet de bordereau de prix unitaire révisé.

8.8.3 CHOIX DES INDEX DE REFERENCE

L'index de référence (I), choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet de l'accord cadre, est : **TP07b - Travaux de génie civil béton et acier pour ouvrages maritimes et fluviaux**

Les index T.P. et B.T. sont publiés par l'INSEE ainsi qu'au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

8.8.4 REVISION PROVISOIRE

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier paiement suivant la parution de l'index correspondant.

8.8.5 APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE (TVA)

Le montant de chaque commande est calculé en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Conformément à la loi de finances n°2013/1278 – article 25 du 29/12/2013, le maître de l'ouvrage paie le(s) sous-traitant(s) agréé(s) (ayant droit au paiement direct) sur la base hors taxe et le titulaire principale auto liquide la TVA sur sa déclaration de TVA.

8.9 MODALITES DE PAIEMENT EN CAS DE GROUPEMENT

La remise de la facture à l'acheteur par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer à chacun des membres du groupement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le contrat.

9 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETE

9.1 RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

9.2 AVANCE

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance est prévu dans les cas de l'article R.2191-16 du code de la commande publique. Celui-ci est effectué, selon les modalités stipulées ci-après, si le montant initial du bon de commande est supérieur à cinquante-mille euros hors taxes (50 000,00 € HT) et si son délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Son montant sera égal à 20% du montant du bon de commande.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du bon de commande si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du bon de commande.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R.2191-6 à -10 du code de la commande publique

L'avance est remboursée dans les conditions prévues à l'article R.2191-19 du code de la commande publique.

10 DELAIS D'EXECUTION

10.1 DELAI DE COMMUNICATION DES PROJETS DE COMMANDES

Après acceptation de la précommande transmise par l'USID, le titulaire dispose du délai ci-après pour transmettre en retour son projet de commande réalisé dans les conditions de l'article 5.1.1 du présent CCAP.

Durée d des travaux envisagée par l'USID	Délai D_{offre} de fourniture du projet de commande
d < 5 jours	5 jours calendaires
5 jours < d < 1 mois	10 jours calendaires
1 mois < d < 3 mois	15 jours calendaires
d > 3 mois	20 jours calendaires

Les délais supra sont les délais maximums laissés au titulaire, si le jour maximum de fourniture tombe un week-end ou jour férié, le devis doit être fourni le premier jour ouvré suivant.

10.2 DELAI DE COMMUNICATION DES COMMANDES

Un délai de prévenance minimum est respecté entre la date de notification du bon de commande et la date de début d'exécution des travaux :

Le délai de prévenance est fixé à 1 (un) mois calendaire.

Le délai supra est le délai minimum que l'USID doit laisser au titulaire, durée nécessaire notamment pour tenir compte des délais éventuels de fabrication ou tout autre délai préparatoire.

10.3 DELAI D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la durée de validité du marché.

La personne habilitée à représenter l'acheteur se réserve la possibilité de notifier des commandes avant le terme du marché dont l'exécution se poursuivrait au-delà de la date de fin de marché. La durée d'exécution de ces bons de commande ne doit pas excéder six (6) mois par rapport à la date de fin de marché.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que des bons de commande peuvent être émis pendant toute la durée de validité du marché y compris en période estivale (mois d'août notamment).

10.3.1 DETERMINATION DU DELAI

Chaque bon de commande précise la date à laquelle doivent être entrepris les travaux et leur délai d'exécution.

Le délai entre la notification du bon de commande au titulaire et la date de début des travaux spécifiés dans le bon de commande ne peut être inférieur au délai fixé à l'article 10.2 du présent CCAP.

10.3.2 DATE DE DEPART DU DELAI

A défaut de précision dans le bon de commande, en application de l'article 3.2 du CCAG/Travaux, le délai court à compter de 00h00 le lendemain du jour de notification de la commande.

Lorsque les travaux faisant l'objet d'une commande sont soumis à une visite préalable de prévention d'hygiène et de sécurité prévue par l'arrêté ministériel du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense ci-annexé, la date de départ du délai d'exécution de la commande ne peut être antérieure à la date du procès-verbal de la visite.

10.4 CALENDRIERS

10.4.1 CALENDRIER PREVISIONNEL D'EXECUTION

Conformément à l'article 5.1.1 du présent CCAP, Le titulaire transmet au maître d'œuvre un planning et/ou un délai d'exécution. Le titulaire s'engage sur ce calendrier à la notification du bon de commande.

10.4.2 CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION

S'il y a lieu, durant l'exécution du bon de commande, il est établi en concertation entre le maître d'œuvre et le titulaire un calendrier détaillé d'exécution. Celui-ci est à la charge du titulaire et ne peut en aucun cas modifier le délai d'exécution lorsque celui-ci est intervenu dans les modalités de répartition du bon de commande.

10.5 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

Par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG/Travaux, en dehors des cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG/Travaux, la prolongation du délai d'exécution peut également résulter d'une décision de l'acheteur.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG/Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisible est fixé selon les termes de l'article 8.1 du présent CCAP. Si une mauvaise organisation de la part du titulaire conduit, sous l'effet des intempéries, à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre signifie à au titulaire la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai

d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

Pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux sur l'appréciation du maître d'œuvre, le délai d'exécution est prolongé d'un nombre de jour égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels dépasse les intensités et durées limites.

Aucune prolongation des délais d'exécution n'est accordée au titre des congés annuels ou de fermeture temporaire de du titulaire. En conséquence, et pendant ces périodes, les opérateurs économiques doivent prendre toutes mesures propres à permettre l'exécution des travaux qui leur ont été demandés dans les mêmes conditions et avec la même activité que pendant le reste de l'année.

Chaque délai d'exécution est éventuellement prolongé dans le cas de non accessibilité des locaux résultant de nécessité de service.

Compte tenu de la nature des travaux et de l'affectation des locaux dans lesquels ils sont à exécuter, il est spécifié, en dérogation à l'article 53.1.1 du CCAG/Travaux, que le titulaire de l'accord-cadre ne peut prétendre à aucune indemnisation d'attente pour les interruptions de chantier, étant entendu qu'il peut reprendre ses installations et que le chantier n'est pas sous sa garde au cours de l'interruption.

10.6 SURSIS DU DELAI D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Le maître d'œuvre ne peut en aucun cas accorder un sursis au délai d'exécution lorsque celui-ci est intervenu dans les modalités décrites à l'article 5 du présent CCAP.

11 PENALITES

Les pénalités sont cumulables entre elles. Elles s'appliquent sur la facture du bon de commande correspondant.

11.1 PENALITES POUR RETARD

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG/Travaux, les pénalités sont dues dès le premier euro sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation du retard par le maître d'ouvrage.

11.1.1 PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX

En cas de retard dans l'exécution des travaux, une pénalité journalière est opérée, dans les conditions stipulées à l'article 19.2 du CCAG/Travaux sur les sommes dues au titulaire.

En cas de retard dans l'exécution d'une commande, le titulaire subira une pénalité par jour calendaire de retard égale à :

- Cinquante euros (50,00 €) pour une commande d'un montant inférieur à cinquante-mille euros hors taxes (50 000,00 € HT)
- Cent euros (100,00 €) pour une commande d'un montant supérieur ou égal à cinquante-mille euros hors taxes (50 000,00 € HT)

11.1.2 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

A l'expiration du délai de trente (30) jours après mise en demeure, les dispositions prévues à l'article 37.2 du CCAG/Travaux seront mises en œuvres au frais du titulaire, sans préjudice d'une pénalité journalière de cinquante euros hors taxes (50,00 € HT) par jour calendaire de retard.

11.1.3 DELAIS ET RETENUES DE RETARD POUR DOCUMENTS A REMETTRE

11.1.3.1 RETARD DANS LA FOURNITURE D'UN PROJET DE BON DE COMMANDE PAR LE TITULAIRE

En cas de non-respect du délai de fourniture d'un projet de commande fixé à l'article 10.1 du présent CCAP, le titulaire subit une pénalité journalière égale à cent euros hors taxes (100,00 € HT) par jour calendaire de retard.

11.1.3.2 DOCUMENTS A REMETTRE AVANT EXECUTION DES TRAVAUX

En cas de retard dans la remise de documents d'exécution nécessaires aux démarrage des travaux prescrits par le bon de commande, une pénalité journalière est opérée. Le montant de cette pénalité est fixé à cinquante euros hors taxes (50,00 € HT) par jour calendaire de retard. Cette pénalité journalière s'applique tant que l'intégralité des documents prévus n'est pas remise au RPA et démarre à l'expiration du délai prévu dans le bon de commande ou dans l'OS prescrivant le début des travaux.

11.1.3.3 DOCUMENTS A REMETTRE EN COURS D'EXECUTION

En cas de retard dans la remise des documents attendus en cours de travaux sur demande du maître d'œuvre, une pénalité journalière sera opérée. Le montant de cette pénalité est fixé à cinquante euros hors taxes (50,00 € HT) par jour calendaire de retard.

11.1.3.4 DOCUMENTS A REMETTRE APRES L'EXECUTION DES TRAVAUX

Lorsque cela est demandé à l'étape de l'émission des bons de commande (article 5 du présent CCAP) afin que le titulaire puisse en prévoir le coût, il est obligatoire pour le titulaire de fournir au maître d'œuvre les plans de récolement des ouvrages exécutés à la réception des travaux.

Ces documents sont à fournir en trois (3) exemplaires dont un reproductible. Une version informatique est demandée par le Maître de l'ouvrage.

Ils sont remis au plus tard un (1) mois après la réception.

Après réception, en cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir par le titulaire conformément à l'article 40 du CCAG/Travaux, une retenue égale à trois-cent euros hors taxes (300,00 € HT) par jour calendaire est opérée dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du CCAG/Travaux sur les sommes dues au titulaire.

Les documents à fournir après exécution sont dus au titre de chaque commande et sont à remettre à l'issue des prestations ; la remise de ces documents conditionne la réception.

11.2 PENALITES DIVERSES

11.2.1 PENALITES POUR ABSENCE AUX REUNIONS DE CHANTIER

En complément de l'article 19 du CCAG/Travaux, en cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre, une pénalité forfaitaire de cent-cinquante euros hors taxes (150,00 € HT) est appliquée par absence, à tout titulaire (ou sous-traitant) absent dûment convoqué.

Est considéré comme absent tout retard d'un représentant de plus d'une heure.

11.2.2 PENALITES RELATIVES AU NON PORT DU BADGE PROFESSIONNEL

En cas de non-respect de l'obligation du port du badge mentionné à l'article 3.3 du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité de cinquante euros hors taxes (50,00 € HT) par manquement constaté (après un premier rappel à la règle notifié par ordre de service).

En cas de constatation d'un badge non valide, le salarié concerné est exclu immédiatement du chantier et le titulaire s'expose aux sanctions relatives au travail illégal.

11.2.3 PENALITE POUR SOUS-TRAITANCE NON DECLAREE

Le titulaire encourt une pénalité de trois-mille euros hors taxes (3 000,00 € HT) pour sous-traitance constatée sur le chantier n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation de l'acheteur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du RPA notifiée par ordre de service sans mise en demeure préalable.

11.2.4 INOBSERVATION DE LA REGLEMENTATION RELATIVE A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Conformément à l'article L.8222-1 du Code du travail, le titulaire est tenu de fournir tous les 6 (six) mois et pendant toute la durée du contrat, les documents permettant de vérifier la régularité de sa situation en matière de lutte contre le travail dissimulé. Selon que le titulaire soit établi en France ou domicilié à l'étranger, il doit fournir les documents mentionnés aux rubriques F ou G du formulaire NOTI 1 (disponible sous www.economie.gouv.fr).

Conformément au dispositif d'alerte, si le RPA est informé par un agent de contrôle que le titulaire n'a pas satisfait à ses engagements, il le met en demeure de régulariser la situation. Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours pour répondre à la mise en demeure.

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même Code, il peut lui être appliqué une pénalité journalière de cinq cents euros hors taxes (500,00 € HT), dans la limite des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 et de 10 % du montant de l'accord-cadre à bons de commande.

Si aucune régularisation n'intervient dans un délai de six (6) mois, le RPA peut résilier le contrat sans indemnité et aux frais et risques du titulaire dans les conditions de l'article 50.3 du CCAG/Travaux.

Dispositif de vigilance avec e-Attestations.**A/Présentation du dispositif « e-Attestations »**

La plateforme sécurisée « e-Attestations » permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec vos donneurs d'ordres (acheteurs).

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations. « e-Attestations » agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP,...

Aussi, le titulaire n'aura qu'à compléter les informations et documents manquant dans son dossier.

Plus d'informations, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/index.php/comment-ca-marche/pour-les-declarants>

B/ Documents à produire

Le titulaire doit remettre à l'acheteur, **tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché**, les documents prévus aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, soit :

- Une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- Un justificatif d'immatriculation, dans le cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- Le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne « e-Attestations » mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme « e-Attestations » les documents mentionnés ci-dessus.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme « e-Attestations » un certificat A1/E101 en application du règlement CEE n° 574/72 du 21 mars 1972 fixant les modalités d'application du règlement n° 1408/71.

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions prévues au CCAG/Travaux.

12 PROVENANCE, QUALITE, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DE MATERIAUX ET PRODUITS

12.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le bon de commande fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales contractuelles de l'accord cadre ou déroge aux dispositions desdites pièces.

12.1.1 INTERDICTION DE L'AMIANTE

En outre, par application du décret n°96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante, **il est fait interdiction au titulaire et à ses sous-traitants éventuels de mettre en œuvre des matériaux, produits et composants contenant des fibres d'amiante** quelle qu'en soit la variété.

Les cas d'exceptions temporaires prévus par ledit décret ne pourront être acceptés qu'après production d'une « déclaration en vue d'exceptions à l'interdiction d'amiante » et ce en conformité avec les deux arrêtés du 24 décembre 1996 relatifs au « formulaire de déclaration en vue d'exceptions à l'interdiction d'amiante » et aux « exceptions à l'interdiction de l'amiante ».

12.1.2 MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT

Sans objet.

12.2 VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

12.2.1 COMPLEMENTS ET DEROGATIONS

Le bon de commande définit les compléments à apporter aux dispositions du CCAG/Travaux et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par un organisme agréé à la charge du titulaire.

12.2.2 VERIFICATION OU SURVEILLANCE EN USINE, MAGASIN

La précommande précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications, ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou des sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

12.2.3 ECHANTILLONS

Le titulaire est tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seront demandés par le maître d'œuvre. Ceux-ci doivent être montés en panoplie, disposés sur un chevalement et soigneusement fixés, plombés le cas échéant, pour éviter toute substitution.

12.2.4 AGREMENTS - ESSAIS – ANALYSES

Le titulaire ne peut mettre en œuvre que des matériaux titulaires d'un avis technique du CSTB et il doit toujours être en mesure, à la demande du maître d'œuvre, d'en apporter la preuve. Le titulaire est également tenu de produire à toute demande du maître d'œuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés.

A défaut de production de ces procès-verbaux, le maître d'œuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge du titulaire.

13 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

13.1 EFFECTIFS ET MOYENS HUMAINS

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le personnel affecté au chantier doit être en nombre suffisant pour mener à bien l'ensemble des opérations prévues au présent accord-cadre, et respecter les délais. En cas d'insuffisance constatée concernant le niveau qualitatif des prestations, le titulaire augmente à ses frais, en cours d'exécution, le nombre de personnes affectées à ces opérations, s'il s'avère que celui-ci est en cause.

Le personnel du titulaire doit respecter le règlement intérieur du lieu concerné par les travaux.

13.1.1 ENCADREMENT DU PERSONNEL

Pour chaque bon de commande, le titulaire désigne un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations et de l'application des clauses du présent accord-cadre. Il est le correspondant exclusif représentant le titulaire auprès du service conducteur d'opération et transmet son numéro de téléphone pour appel direct ainsi que son numéro de portable et son adresse courriel.

Cet agent informe le maître d'œuvre de tous les problèmes rencontrés dans l'exécution des prestations.

13.1.2 TENUE ET COMPORTEMENT DES PERSONNELS

Tous les personnels devront être identifiables facilement : le nom du prestataire doit figurer de manière apparente sur la tenue vestimentaire en état correct de propreté.

Les personnels doivent avoir un comportement exempt de tous reproches et devront entre autre, respecter les règles suivantes :

- Interdiction de fumer en dehors des zones autorisées ;
- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse ;
- Consignes intérieures de sécurité et sûreté de chaque site militaire.

Chaque intervenant doit être équipé des équipements de protection obligatoires (EPI).

13.2 MOYENS MATERIELS

En cas d'insuffisance constatée concernant le niveau qualitatif des prestations, le titulaire change ou augmente à ses frais, en cours d'exécution de l'accord-cadre, le matériel affecté à ces opérations, s'il s'avère que celui-ci est en cause.

14 PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

Le titulaire est réputé connaître et appliquer toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à sa mission et à l'application de sa mission.

La mission donnée au titulaire est à réaliser dans le cadre d'un devoir de résultat. Il lui appartient donc de réaliser toutes les prestations nécessaires à un parfait rendu.

Il est rappelé au titulaire son devoir de conseil au sens du code civil. Il appartient donc au titulaire d'attirer l'attention de l'acheteur en cas d'inadéquation entre la mission, ses objectifs et d'éventuelles circonstances particulières.

14.1 HORAIRES DE TRAVAIL ET REGLEMENT INTERIEUR.

Le titulaire doit se conformer :

- Aux horaires de travail du site sur lequel il intervient. S'il s'avère nécessaire pour le titulaire de pratiquer d'autres horaires, il établira une demande de dérogation réglementaire à l'horaire normal de travail. Cette dérogation pourra lui être refusée sans que le titulaire puisse se prévaloir d'un quelconque préjudice ;
- Aux consignes de sécurité et aux règles de circulation spécifiques en vigueur dans le site où il intervient.

14.2 IMPLANTATION DES OUVRAGES

14.2.1 PIQUETAGE GENERAL

En cas de besoin, les indications nécessaires à ce piquetage général seront précisées sur chaque bon de commande.

Il sera fait contradictoirement, conformément à l'article 27.2.3 du CCAG/Travaux.

14.2.2 PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES

En cas de besoin, les indications nécessaires à ce piquetage spécial seront précisées sur chaque bon de commande.

S'il y a lieu, le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à réaliser sera effectué en même temps que le piquetage général dans les conditions 27.3 du CCAG/Travaux.

14.3 PERIODE DE PREPARATION

Par dérogation aux dispositions des articles 28.1 et 28.2 du CCAG/Travaux, les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux sont précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque bon de commande.

Toutefois, pour les commandes supérieures à cinquante mille euros hors taxes (50 000,00 € HT) la période de préparation est au minimum d'un mois.

14.4 PLANS D'EXECUTION – NOTES DE CALCULS – ETUDES DE DETAIL

Avant le début des travaux et pendant la période des travaux, le titulaire doit effectuer tous les relevés nécessaires à la bonne exécution de ses prestations.

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par Le titulaire et soumis avec les notes de calcul et études de détail au visa du maître d'œuvre / d'ouvrage et du contrôleur technique. Celui-ci doit les renvoyer à Le titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard quinze (15) jours après leur réception.

Ces prestations sont réputées intégrées dans les prix unitaires des travaux.

14.5 FACILITES ACCORDEES AU TITULAIRE POUR LE(S) CHANTIER(S)

14.5.1 INSTALLATIONS DE CHANTIER

L'installation des chantiers de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le maître de l'ouvrage : les installations, matériels, fluides et énergie ci-après désignés sont à la disposition du titulaire pour l'exécution des travaux dans la mesure où cela n'est pas incompatible avec les besoins opérationnels des Armées.

14.5.2 FLUIDES ET ENERGIE

Le titulaire peut en accord avec le maître d'œuvre, relier à ses frais et risques ses installations aux réseaux suivants appartenant au maître de l'ouvrage :

- Électricité : puissance 5 kVA ;
- Eau.

Les consommations d'eau et d'électricité sont à la charge du Maître d'ouvrage.

14.6 LOCAUX OCCUPES PENDANT LES TRAVAUX

Sans objet.

14.7 INSTALLATIONS REALISEES PAR LE TITULAIRE OU LE MANDATAIRE DU GROUPEMENT D'ENTREPRISES

Les installations de chantier et les installations propres aux personnels du titulaire sont définies avec le maître d'œuvre durant la période de préparation du chantier.

14.7.1 REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état. L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage au plus tard le jour de la réception des travaux.

Il est, d'autre part, stipulé que tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition du titulaire ne seront pas démontées et les lieux remis en état, le titulaire restera seul responsable de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

14.7.2 DEBLAIS, STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES GRAVATS ET DECHETS

Chaque titulaire assure les nettoyages consécutifs à ses interventions et l'évacuation de ses gravats et déchets. En outre, sur simple décision avec notification portée au compte rendu de chantier, le Maître d'œuvre peut faire réaliser par le titulaire les nettoyages qu'il juge nécessaires.

Les gravois de démolition ainsi que tous les autres matériaux et matériels déposés seront à évacuer au fur et à mesure à la décharge publique à toute distance et par tous moyens. Le titulaire fera son affaire des autorisations, droits éventuels, etc. qui seront à sa charge. Chargement par tous les moyens inclus. En outre, le titulaire s'engage à respecter les filières de traitement des déchets conformément à la réglementation en vigueur à la date de passation de la commande concernée sans prétendre à indemnisation au titre du présent marché.

14.7.3 SIGNALISATION DES CHANTIERS

La signalisation des emprises de chantiers et les installations de chantier sont à la charge du titulaire.

14.8 UTILISATION DES VOIRIES ET POLICE D'ACCES AU CHANTIER

Si nécessaire et avant le début des travaux un état des lieux de voiries desservant le chantier est effectué et fera l'objet d'un procès-verbal. Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG/Travaux, en cas de dégradation, la remise en état de la voie publique est entièrement à la charge de Le titulaire, en assimilant les voies du domaine militaire aux voies publiques.

Lorsque depuis l'entrée du quartier, la route menant au chantier du présent accord cadre est aussi utilisée par d'autres véhicules civils ou militaires, le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter les accidents de la circulation.

La police du chantier incombe au titulaire.

14.9 EMPLOI D'EXPLOSIFS

Par dérogation à l'article 31.11 du CCAG/Travaux, l'emploi des explosifs est interdit.

14.10 MESURES D'ORDRE SOCIAL – TRAVAIL DISSIMULE - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal courant des salaires, par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie, employés sur le chantier ne pourra excéder la proportion fixée par la réglementation en vigueur au jour de l'exécution de l'accord cadre.

Le titulaire remet au maître d'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet de l'accord-cadre à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

14.10.1 INSPECTION DU TRAVAIL

L'inspection du Travail dans les Armées est compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière de sécurité, de santé et des conditions de travail.

Adresse :

Ministère des Armées
Contrôle général des armées
Inspection générale du travail dans les armées
60, boulevard du général Martial Valin
CS 21623
75015 PARIS CEDEX

14.11 MESURES PARTICULIERES CONCERNANT L'HYGIENE ET LA SECURITE

Les mesures particulières ci-après, concernant la sécurité et la protection de la santé, sont à prendre par le titulaire.

14.11.1 LOCAUX POUR LE PERSONNEL

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Les installations pour le personnel du titulaire (ou de son sous-traitant) sont à charge du titulaire (ou de son sous-traitant).

14.11.2 COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (SPS)

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions relatives aux mesures de prévention concernant les travaux effectués dans un organisme de la défense par une entreprise extérieure.

Ces dispositions figurent dans les instructions ministérielles :

- N°300611 DEF/DFP/PER/5 du 16 mars 1998 relative aux mesures de prévention concernant les travaux ou prestations de services effectués dans un organisme de la Défense par une ou plusieurs entreprises extérieures.
- N°300612/DEF/DFP/PER/5 du 16 mars 1998 relative à certaines dispositions de prévention applicables aux opérations de bâtiment ou de génie civil effectuées dans un organisme de la Défense.

Le titulaire s'engage pour ce qui le concerne à s'y conformer.

L'attention du titulaire est attirée sur les dispositions particulières spécifiques relatives aux mesures de prévention. Le maître d'œuvre peut faire ponctuellement appel à un coordonnateur SPS rémunéré directement par la maîtrise d'ouvrage (chantier clos et indépendants avec plusieurs entreprises ou chantiers classés « dangereux ») ou dans les autres cas, au bureau prévention de l'organisme en travaux.

Conformément au dernier alinéa de l'article 1.6 de l'instruction n°300611/DEF/DFP/PER/5 du 16 mars 1998, l'organisme utilisateur dans lequel sont exécutés les travaux est mentionné dans le bon de commande pour tenir compte du lieu d'exécution des travaux.

Les prestataires intervenants (sous-traitants compris) fournissent alors au service de prévention les renseignements prévus par le 3° de l'article R.4532.38 à R.4532.41 du code du travail.

14.12 MESURES DE SECURITE CONTRE L'INCENDIE

14.12.1 TRAVAUX PAR POINTS CHAUDS - PERMIS DE FEU.

En ce qui concerne les opérations nécessitant l'utilisation de dispositifs chauffants, le titulaire de l'accord-cadre doit obtenir au préalable l'autorisation de l'officier incendie qui lui délivre un permis de feu.

Pour ce faire, le titulaire lui fournit une fiche indiquant :

- La nature, le lieu, la date et la durée du travail à effectuer,
- Les moyens de prévention prises contre les risques d'incendie,
- Les moyens éventuels de lutte contre l'incendie prévus sur le chantier considéré.

L'absence de permis de feu justifie l'interdiction par le maître d'œuvre de toute intervention avec source de chaleur.

Le titulaire doit obligatoirement effectuer une ronde deux heures après tous les travaux par points chauds.

14.12.2 PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

Le titulaire du présent marché doit assurer à ses frais et sous sa responsabilité les mesures de protection contre l'incendie ; elles comportent la présence obligatoire sur ses chantiers :

- D'un extincteur efficace contre les feux pouvant être provoqués par les matériels, engins, véhicules employés,
- D'un extincteur sur chacun des véhicules ou engins à moteur thermique de son entreprise et/ou relevant de sa responsabilité.

De plus, le titulaire doit désigner nominativement pour chacun de ses chantiers un responsable assurant à tous les arrêts de travaux l'extinction des feux et le contrôle des mesures de sécurité, notamment l'absence de feux couverts pouvant être provoqués par l'emploi d'appareils de chauffage, de chalumeaux ou autre équipement.

14.13 ACCIDENTS DU TRAVAIL

Le titulaire s'engage à saisir immédiatement le représentant du maître de l'ouvrage de tout accident survenant à l'un des salariés employés sur son chantier.

15 CONTRÔLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

15.1 ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCAP sont à la charge du titulaire. Les dispositions de l'article 24.4 du CCAG/Travaux relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables à ces essais.

Si le maître d'ouvrage prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du maître de l'ouvrage si celui-ci ne peut apporter la preuve d'une faute de l'entreprise responsable de l'ouvrage. Dans le cas contraire, ces essais et contrôles sont pris en charge par le titulaire.

15.2 RECEPTION

15.2.1 RECEPTION DES TRAVAUX OBJETS DES BONS DE COMMANDE

Un constat de quantité est établi entre le titulaire et le maître d'œuvre à la fin des travaux.

15.2.1.1 BON DE COMMANDE INFÉRIEUR OU ÉGAL À VINGT-CINQ-MILLE EUROS HORS TAXES (25 000 € H.T.)

Par dérogation aux articles 41 et 42 du CCAG/Travaux, la procédure de réception n'aura pas lieu. Elle sera remplacée par la certification du service fait (CSF) bon de commande correspondant à la prestation à réaliser. En cas d'application de pénalités, le montant de celles-ci sera indiqué sur le bon de commande correspondant. Le mandatement des sommes dues vaut notification de la réception et sa date d'effet est celle de la facture. Toute facture (ou mémoire) reçue avant achèvement des travaux est donc retournée au titulaire pour un nouvel envoi en temps opportun.

15.2.1.2 BON DE COMMANDE SUPÉRIEUR À VINGT-CINQ-MILLE EUROS HORS TAXES (25 000 € H.T.)

Les stipulations du CCAG sont applicables : le procès-verbal des opérations préalables, les propositions du représentant du maître d'œuvre et la décision de réception faisant toutefois l'objet d'une notification unique, par dérogation aux dispositions de l'article 41 du CCAG/Travaux.

15.2.1.3 REFUS DE RÉCEPTION

En cas de refus de réception, le titulaire s'expose aux pénalités techniques prévues par l'article 11 du présent CCAP.

15.2.2 RECEPTION DE L'ACCORD-CADRE

À l'issue du délai contractuel d'exécution, dernière période reconduite comprise en cas de reconduction et de la réception des travaux objets du dernier bon de commande en cours d'exécution valant point de départ de l'émission du projet de décompte final, la réception de l'accord-cadre est rendue effective par la signature conjointe du titulaire et de l'acheteur, du décompte général définitif de l'accord-cadre.

15.3 DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION

Les documents à fournir après exécution sont présentés selon les modalités définies à l'article 4 du présent CCAP.

Les délais de remise de ces documents sont fixés selon les termes de l'article 40 du CCAG/Travaux. À défaut les pénalités prévues au 11.1.3.4 du présent CCAP seront appliquées.

16 RESPONSABILITES ET ASSURANCE

16.1 GARANTIES CONTRACTUELLES

16.1.1 DELAIS DE GARANTIE

Les délais de garanties sont prévus conformément aux articles 1792 du code civil et 44 du CCAG/Travaux.

Le titulaire de l'accord-cadre est notamment tenu par l'obligation de parfait achèvement pendant un an, pour chaque réception de prestation, dans les conditions prévues à l'article 44.1 du CCAG/Travaux.

16.1.2 GARANTIES PARTICULIERES DE MATERIAUX DE TYPE NOUVEAU

Le titulaire garantit le Maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue des matériaux et fournitures mis en œuvre sur sa proposition et sous sa seule responsabilité.

Cette garantie engage le titulaire, dans le cas où, pendant le délai fixé, la tenue de ces matériaux et fournitures n'est pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais, sur simple demande, par les matériaux et fournitures désignés par le Maître d'ouvrage après avis du maître d'œuvre.

Il doit être titulaire d'une police d'assurance décennale couvrant ces risques.

16.1.3 APPEL EN GARANTIE

Le titulaire peut être appelé en garantie par le Maître de l'ouvrage pour tous dommages aux tiers trouvant leur origine dans l'exécution du présent accord-cadre à bons de commande, même après avoir prononcé la réception des travaux alors même que ces dommages n'étaient ni apparents ni connus à la date de réception. Si les dommages sont apparents et connus avant l'établissement du décompte général, ils peuvent faire l'objet d'une estimation chiffrée et être retenus sur le solde du présent accord-cadre à bons de commande sans préjudice d'éventuels appels en garantie.

16.1.4 DEFAULT A CARACTERE SYSTEMATIQUE

S'il apparaît un défaut présentant un caractère systématique, ne permettant pas au matériel de satisfaire aux spécifications techniques contractuelles, le titulaire s'engage à procéder, dans le cadre de la garantie, à la mise à hauteur de la totalité des matériels.

Les modalités d'intervention sont arrêtées en accord avec le titulaire.

16.2 ASSURANCE

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire ainsi que les éventuels cotraitants et sous-traitants désignés au marché doivent justifier qu'ils sont titulaires des assurances ci-après.

Pour justifier de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants, délivrées dans les mêmes conditions. Ils doivent en outre adresser ces attestations au Maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du Maître de l'ouvrage, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

16.2.1 ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE PENDANT ET APRES TRAVAUX

Les titulaires, et le cas échéant, leurs sous-traitants, doivent être garantis par une police d'assurance, portant mention de l'étendue de la garantie, destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le Maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

16.2.2 ASSURANCE DE GARANTIE

Les titulaires doivent être garantis par une police couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du Code civil.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction et par l'annexe I de l'article A 243-1 du Code des assurances, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

16.2.3 DISPOSITIONS DIVERSES

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulte éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit sont intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui sont dues au titre de son accord-cadre à bons de commande.

De même le titulaire supporte toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

16.2.4 SINISTRES

En cas de sinistre en cours de chantier, le titulaire, et s'il y a lieu ses cotraitants, ne peut s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

Le titulaire ne peut s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur de la police dommages - ouvrage constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

17 MISE EN DEMEURE

Dans le cas de prestations non conformes, l'acheteur peut, par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre le titulaire en demeure de remédier à l'ensemble des non-conformités constatées dans le délai indiqué dans la lettre de mise en demeure. Pour les cas d'urgence, ce délai peut être inférieur à quinze (15) jours conformément à l'article 52.1 du CCAG/Travaux.

Si, à l'expiration de ce délai, le titulaire ne peut assurer une prestation normale, l'acheteur peut y pourvoir aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités s'appliquent par simple constat de l'acheteur de la non-conformité des prestations. Elles continuent à courir après la mise en demeure.

18 RESILIATION

18.1 RESILIATION POUR MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS LEGALES

En application des articles R.2144-1 à -7 du code de la commande publique, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-4 du code précité ou du refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail conformément aux articles précédemment cités, peut entraîner, par décision de l'acheteur, aux frais et risques du déclarant, les sanctions suivantes :

- La reprise en régie des prestations prévues à l'accord-cadre à bons de commande,
- La résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, suivie ou non de la passation d'un autre accord-cadre à bons de commande.

En cas de résiliation pour faute, le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

18.2 AUTRES CAS DE RESILIATION

Il est fait application des articles 50, 51 et 52 du CCAG/Travaux.

Conformément à l'article 8.8.2 concernant la révision des prix, si l'augmentation des prix est supérieure à 3 % l'acheteur se réserve le droit de résilier la part non exécutée de l'accord-cadre.

18.2.1 EFFETS DE LA RESILIATION

Quelle que soit sa cause, la résiliation du contrat n'a d'effet que pour l'avenir. Elle ne peut anéantir les prestations réalisées avant son entrée en vigueur.

Lorsque le Maître d'ouvrage est à l'initiative de la résiliation, celui-ci s'engage à régler au prestataire les prestations réalisées et les dépenses engagées avant la réception de la lettre de mise en demeure, jusqu'à la date de cessation du contrat, sur justificatifs, sans préjudice de toute autre indemnité qui peut éventuellement être réclamée.

Par ailleurs, chacune des parties restitue à l'autre l'ensemble des éléments qu'elle a pu en obtenir pour l'exécution du contrat et qui sont devenus sans objet du fait de la résiliation.

18.2.2 DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES A LA DEFAILLANCE DU MANDATAIRE D'UN GROUPEMENT CONJOINT

Par dérogation et en complément des articles 52.7.2 et 52.7.3 du CCAG/Travaux, lorsque le mandataire est défaillant dans ses fonctions de coordination du groupement, si les autres membres du groupement ne désignent pas parmi eux le nouveau mandataire, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité soit :

- De prononcer la résiliation pour faute de la totalité de l'accord-cadre à bons de commande ;
- De laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire non solidaire ;
- De prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

19 MODIFICATIONS DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre à bons de commande peut être modifié dans les conditions prévues aux articles R.2194-1 à -9 du code de la commande publique.

À tout moment, l'acheteur peut demander le chiffrage de prestations hors BPU devenues nécessaires dans les conditions de l'article 8.4 du présent CCAP.

Ces références sont incorporées au BPU du lot correspondant par modification du contrat.

Cette faculté ne modifie pas le montant du contrat.

20 REGLEMENT DES LITIGES

20.1 LEGISLATION APPLICABLE EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie des comptes de l'accord-cadre à bons de commande est l'euro.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

20.2 INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS

En vertu de l'article R.312-11 alinéa 2 du Code de justice administrative, les parties au présent accord-cadre à bons de commande conviennent que le Tribunal Administratif de Bastia est compétent en cas de litige durant l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

Tribunal administratif de Bastia

Villa Montepiano

20407 BASTIA Cedex

T : 04.95.32.88.66 – F : 04.95.32.38.55

greffe.ta-bastia@juradm.fr

21 DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

21.1 DEROGATIONS AU CCAG/TRAVAUX

Le présent CCAP déroge partiellement au CCAG/Travaux en ses articles ci-dessous énoncés :

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG/Travaux auxquels il est dérogé
Art. 5.2	Article 3.1
Art. 5.2.1	Article 3.8.2
Art. 7	Article 4.1
Art. 8.4	Article 13.5
Art. 8.5	Article 10.4
Art. 8.6.1	Articles 10.2 et 12
Art. 8.6.2	Article 12.1
Art. 10.5	Articles 18.2.1 et 53.1.1
Art. 11.1	Article 19.2.1
Art. 14.3	Articles 28.1 et 28.2
Art. 14.8	Article 34.1
Art. 14.9	Article 31.11
Art. 15.2.1	Articles 41 et 42
Art. 18.2.2	Articles 52.7.2 et 52.7.3

21.2 DEROGATIONS AU CCTG ET CPC TRAVAUX PUBLICS

Sans objet.

21.3 DEROGATIONS AUX NORMES FRANÇAISES

Sans objet.